Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
17 JUIN 1964
Transmis à M. - Coordination
Overgemaakt aan de H.

L

ML.

L. 8790/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 23 mars 1964, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à l'organisation du notariat", a donné le 6 mai 1964 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23e maart 1964 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de regeling van het notarisambt", heeft de 6e mei 1964 het volgend advies gegeven :

C. E. - R. S.
17-6-64

Le projet fait suite à un projet dont le Conseil d'Etat a été saisi antérieurement et sur lequel il a donné son avis le 18 juin 1963 (avis n° L. 8354). Il y ajoute diverses dispositions réglant notamment la mise en congé d'office des notaires, la suppléance de ceux-ci et l'institution d'une chambre nationale des notaires.

\+

\+ +

L'intitulé devrait être plus précis que le projet ne l'indique. Le Conseil d'Etat propose l'intitulé suivant :

"Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat et l'arrêté du 2 nivôse an XII relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres de notaires".

\+

\+ +

A l'alinéa 1er de l'article 7bis que l'article 1er du projet tend à introduire dans la loi du 25 ventôse an XI, il serait plus correct d'écrire : "deux ou plusieurs notaires peuvent, à condition de respecter leur obligation de résidence, réunir ... (la suite comme au projet) ... ".

.../...

Il est proposé de rédiger comme suit la deuxième phrase de l'alinéa 2 :

"Les parties adressent une copie de leur convention à la chambre des notaires de l'arrondissement".

+

+ +

Le Gouvernement s'est rallié à l'observation faite par le Conseil d'Etat dans son avis L. 8354 cité plus haut au sujet de l'inopportunité de prévoir les avis "motivés" du premier président de la Cour d'appel et du procureur général. Il convient donc de n'en plus faire mention dans l'exposé des motifs. En revanche, l'opportunité d'avis circonstanciés pourrait y être indiquée.

+

+ +

Pour des raisons de concordance générale, le liminaire de l'article 5 devrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

Une section IIIbis et un article 53bis, rédigés comme suit, sont insérés dans le titre II de la même loi :... ".

Si le Gouvernement se rallie à la suggestion faite au sujet des articles 23 à 25, la référence à l'article 12bis de l'arrêté du 2 nivôse an XII devrait être remplacée par une référence à l'article 12 de cet arrêté.

+

+ + .../...

Pour éviter toute erreur d'interprétation, il serait utile de préciser, à l'alinéa 2 de l'article 55 nouveau, que l'article 7 du projet tend à introduire dans la loi du 25 ventôse an XI, qu'il s'agit des revenus "annuels" bruts de l'étude et des revenus "annuels" nets.

\+

\+ +

Dans l'article 55bis nouveau, qui fait l'objet de l'article 8 du projet, il serait plus correct d'écrire : "et d'un expert choisi parmi les experts désignés ... ".

\+

\+ +

A l'article 10, il est proposé de rédiger comme suit l'article 55quater nouveau :

"Article 55quater. Celui qui conteste l'évaluation doit, dans un délai de quinze jours à compter du jour de la notification faite par le procureur du Roi, appeler l'autre partie intéressée devant le tribunal de première instance du lieu de son domicile. Le tribunal statue toutes affaires cessantes, après audition du président de la chambre des notaires et le ministère public entendu en son avis.

Si le président de la chambre des notaires a fait partie du collège qui a procédé à l'évaluation, il est remplacé à l'audience par le membre de la chambre qui le supplée en cas d'empêchement".

\+

\+ +

.../...

A l'article 11, le texte de l'alinéa 1er de l'article 55quinquies nouveau qui prévoit que la reprise sera payée en quinze annuités ne répond pas aux intentions du Gouvernement, telles qu'elles sont indiquées dans l'exposé des motifs qui précise : "Le montant de la reprise ne pourrait être déterminé qu'en annuités dont le nombre ne peut être inférieur à quinze".

Le second alinéa ne s'accorderait pas non plus avec les intentions du Gouvernement puisqu'il permettrait la répétition au cas où les parties auraient prévu un nombre d'annuités supérieur à quinze.

D'autre part, il s'entend que le montant de la reprise est celui qui est dû par le notaire successeur quelle que soit la manière dont ce montant a été déterminé.

Compte tenu de ces observations, l'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Le montant de la reprise est déterminé en annuités fixées en fonction du taux de l'intérêt légal et dont le nombre ne peut être inférieur à quinze".

\+

\+ +

A l'article 12, le début du nouvel article 55sexies devrait être rédigé comme suit : "Sauf dans le cas de suppression de place visé aux articles 56 à 59, ... ".

.../...

Si, dans les vues du Gouvernement, la destitution du notaire condamné est une conséquence nécessaire de la condamnation prévue à l'alinéa 2 du même article 55sexies, et non pas une peine accessoire qui s'ajouterait à la condamnation principale et qui pourrait, comme elle, être remise par l'exercice du droit de grâce, le texte devrait être rédigé comme suit :

"La condamnation emporte de plein droit la destitution du notaire condamné".

\+

\+ +

Pour des raisons de concordance générale, les articles 16 et 17 devraient être rédigés comme suit :

"Article 16.-

A l'article 33 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 213 du 13 décembre 1935, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :
... (comme au projet) ... ;

2° l'article est complété par la disposition suivante :
... (comme au projet) ...

Article 17.-

A l'article 34 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 213 du 13 décembre 1935, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "pendant plus de trois mois" sont remplacés par les mots "pendant plus d'un mois";

.../...

2° à l'alinéa 3, les mots "20.000 francs" sont remplacés par les mots "50.000 francs";

3° l'article est complété par la disposition suivante : ... (comme au projet) ... ".

+

+ +

In fine du nouvel article 34ter qui fait l'objet de l'article 19, il y a lieu d'écrire : "prévues par l'alinéa 2".

+

+ +

L'article 20 doit être omis; il n'y a pas lieu, en effet, d'abroger les articles 63 à 67 de la loi du 25 ventôse an XI; ces dispositions provisoires ont cessé depuis longtemps d'être en vigueur et elles sont, au surplus, remplacées par les dispositions nouvelles de l'article 21.

+

+ +

L'article 21 introduit à la place des articles 63 à 67 de la loi du 25 ventôse an XI et sous un titre IIbis, des dispositions qui règlent la suppléance des notaires; il ne maintient ainsi, et sans aucune utilité, que l'intitulé du titre III, sous lequel ne figurera plus aucune disposition.

.../...

La manière dont le projet règle la suppléance des notaires appelle diverses observations qui ont été soumises au délégué du Gouvernement; le texte proposé ci-après a été établi d'accord avec lui.

"Article 21.- (1)

Le titre III et les articles 63 à 67 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Titre III. - De la suppléance des notaires.

Article 63. § 1er. Le Ministre de la Justice peut désigner un suppléant à tout notaire qui en fait la demande.

La désignation est faite sur la présentation du notaire intéressé et pour une durée renouvelable de cinq ans, parmi les notaires honoraires ou les licenciés en notariat de nationalité belge ayant satisfait aux obligations du stage.

§ 2. Le suppléant désigné conformément au § 1er n'exercce les fonctions de notaire que chaque fois qu'il y est autorisé par le Ministre de la Justice et pour le terme fixé par lui.

L'autorisation n'est accordée que s'il est à présumer que le notaire à suppléer se trouvera dans l'incapacité de remplir ses fonctions pendant deux mois au moins.

.../...

(1) Il sera proposé de remplacer l'article 20 à omettre par une disposition nouvelle. S'il est donné suite à cette proposition, l'article 21 du projet conservera le même numéro.

§ 3. Le notaire suppléé reste solidairement responsable à l'égard des tiers de la gestion de son suppléant.

Article 64. Le Ministre de la Justice peut, d'office ou à la demande du président de la chambre des notaires, désigner un notaire honoraire ou un licencié en notariat de nationalité belge ayant satisfait aux obligations du stage, pour remplacer, pendant la durée de la suspension ou du congé, un notaire suspendu ou mis en congé d'office, ou pour exercer, pendant la vacance, les fonctions de notaire dans une étude vacante.

Article 65. Le suppléant désigné par application de l'article 63 ou de l'article 64 prête le serment prévu à l'article 47 entre les mains du président du tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel il exercera sa mission.

Article 66. Le suppléant désigné par application de l'articl 63 ou de l'article 64 porte le titre de notaire suppléant, pendant le temps qu'il exerce la fonction de notaire.

Durant cette période, il a les mêmes attributions que le notaire qu'il remplace et est soumis aux mêmes obligations, aux mêmes incompatibilités et à la même discipline.

Article 67. Le Ministre de la Justice peut à tout moment mettre fin aux désignations faites par application des articles 63 et 64.

Le notaire auquel un suppléant a été désigné à sa demande, est en droit d'obtenir du Ministre de la Justice qu'il soit mis fin à cette suppléance.

.../...

Article 67bis. Les arrêtés portant désignation de suppléant ou autorisation d'exercer les fonctions de notaire, ainsi que les arrêtés mettant fin à ces désignations et autorisations sont publiés au Moniteur belge.

Article 67ter. Les mandats de justice ... (comme au projet) ... ".

+

+ +

L'article 22, qui abroge une loi et un arrêté-loi indépendants de la loi du 25 ventôse an XI, doit figurer in fine du projet et être rédigé comme suit :

"Article 22.-

La loi du 7 septembre 1939 relative à la suppléance des notaires en temps de guerre, modifiée par l'arrêté-loi du 15 mars 1945, est abrogée".

A sa place, devrait être insérée une disposition supprimant la mention des articles 64, 65, 66 et 67 dans l'article 68 de la loi du 25 ventôse an XI. Cette disposition serait rédigée comme suit :

"Article 22.-

A l'article 68 de la même loi, la mention des articles 64, 65, 66 et 67 est supprimée".

+

+ +

.../...

Les articles 23 à 25 appellent une observation générale. Ces articles modifient l'arrêté du 2 nivôse an XII, qui est un acte du pouvoir exécutif, pris en exécution de l'article 50 de la loi du 25 ventôse an XI et que le Roi a le pouvoir de modifier.

En modifiant lui-même cet arrêté, le législateur rendrait incertaine pour l'avenir la nature de celui-ci : l'intervention du législateur pourrait être interprétée comme marquant sa volonté d'abroger implicitement l'article 50 de la loi du 25 ventôse an XI et de régler désormais lui-même la matière qui fait l'objet de l'arrêté du 2 nivôse an XII; elle pourrait être interprétée aussi comme marquant sa volonté de ne donner force de loi qu'aux seules dispositions adoptées par lui, ce qui conférerait à l'arrêté précité un caractère mixte, en partie légal et en partie réglementaire, et créerait ainsi la confusion et par là l'insécurité.

La matière qui fait l'objet de l'arrêté du 2 nivôse an XII est normalement de celles qu'il appartient au pouvoir législatif de régler. Pour les raisons qui viennent d'être exposées, il apparaît donc souhaitable de la lui réserver entièrement./Le Conseil d'Etat propose en conséquence de compléter le projet après l'article 25, par une disposition qui énoncerait que "l'arrêté du 2 nivôse an XII, tel qu'il a été modifié ultérieurement, ne pourra plus être modifié que par la loi".

.../...

Si cette suggestion est retenue, l'article 50 de la loi du 25 ventôse an XI doit être abrogé et l'intitulé de la section III qui le précède, modifié. L'article consacré à ce double objet devrait être inséré à la place de l'article 20 du projet, dont le Conseil d'Etat a proposé la suppression.

+

Plutôt que de se borner à remplacer l'article 11 de l'arrêté du 2 nivôse an XII et d'insérer un article 12bis dans cet arrêté, le projet devrait répartir ces dispositions nouvelles et les dispositions inchangées des articles 10 et 12 de l'arrêté précité selon un ordre plus clair et plus logique. A cet effet, le Conseil d'Etat propose de compléter l'article 10 et de remplacer les articles 11 et 12 de la manière suivante :

"Article 23.-

L'article 10 de l'arrêté du 2 nivôse an XII est complété par la disposition suivante :

"Si, à la majorité absolue des voix, la chambre estime que le cas justifie l'application d'une peine plus grave que les sanctions prévues à l'alinéa 1er, elle émettra son opinion par forme de simple avis".

Article 24.-

Les articles 11 et 12 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

.../...

"Article 11. Dans le cas prévu à l'article 10, alinéa 2, l'avis sera déposé au greffe du tribunal de première instance; expédition en sera remise au procureur du Roi, qui en fera l'usage prescrit par la loi.

Article 12. Lorsqu'une information disciplinaire ... (comme à l'article 24 du projet) ... ".

\+

\+ +

Si la suggestion faite plus haut concernant la légalisation de l'arrêté du 2 nivôse an XII est retenue, les articles 23 et 24 de cet arrêté deviendraient sans objet. Dans ce cas, les articles 23bis à 23septies, qui font l'objet de l'article 25 du projet, pourraient devenir les articles 23 à 28.

Le liminaire de l'article 25 du projet devrait alors être rédigé comme suit :

"Article 25.-

Les articles 23 et 24 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes, sous l'intitulé ci-après :

"Chambre nationale des notaires.

Article 23. ... ".

A l'article 23ter (qui deviendrait 24), le délégué du Gouvernement a marqué son accord pour que :

.../...

- les 1° et 2° soient supprimés, ainsi que les mots "ou règlements" au 5°;
- le 7° soit complété par les mots "à payer par chaque chambre d'arrondissement";
- à l'8°, les mots "le règlement" soient remplacés par les mots "le règlement d'ordre intérieur".

A l'alinéa 1er de l'article 23sexies (qui deviendrait 27), il y aurait lieu, pour éviter toute erreur d'interprétation, d'ajouter les mots "de la Chambre nationale" après les mots "les recommandations".

Le second alinéa du même article devrait débuter par les mots : "Sans préjudice de l'action disciplinaire , s'il y a lieu, le comité de direction règle par voie de conciliation ... ".

Het ontwerp is een vervolg op een vroeger aan de Raad van State voorgelegd ontwerp, waarover deze op 18 juni 1963 advies (L. 8354) heeft gegeven. Het voegt een aantal bepalingen toe, onder meer om het ambtshalve met verlof zenden van notarissen, de plaatsvervanging van notarissen en de instelling van een nationale kamer van notarissen te regelen.

\+

\+ +

Het opschrift zou nauwkeuriger moeten zijn. Voorgesteld wordt :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI houdende inrichting van het notariaat, en van het besluit van 2 nivôse jaar XII betreffende de instelling en de inrichting van de kamers van notarissen".

\+

\+ +

In het eerste lid van artikel 7bis, hetwelk artikel 1 van het ontwerp in de wet van 25 ventôse jaar XI bedoelt in te voegen, zou het juister zijn te schrijven: "twee of meer notarissen mogen, op voorwaarde dat zij hun verplichting inzake standplaats nakomen, hun personeel ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

De tweede volzin van het tweede lid leze men als volgt :

"De partijen zenden een afschrift van hun overeenkomst aan de kamer van notarissen van het arrondissement".

\+

\+ +

.../...

De Regering heeft rekening gehouden met de opmerking die de Raad van State in het reeds genoemde advies L. 8354 heeft gemaakt over het ondienstige van de "met redenen omklede" adviezen van de eerste voorzitter van het Hof van beroep en van de procureur-generaal. Daarover hoeft dan ook niet meer te worden gehandeld in de memorie van toelichting. Wel kan daar worden gewezen op het nut van omstandige adviezen.

\+

\+ +

Ter wille van de algemene overeenstemming lezen men de inleidende volzin van artikel 5 als volgt :

"Artikel 5.-

In titel II van dezelfde wet worden een afdeling IIIbis en een artikel 53bis ingevoegd, luidend als volgt : ...".

Gaat de Regering in op hetgeen nopens de artikelen 23 tot 25 in overweging gegeven is, dan verwijze men niet naar artikel 12bis, maar naar artikel 12 van het besluit van 2 nivôse jaar XII.

\+

\+ +

In het tweede lid van het nieuwe artikel 55, hetwelk artikel 7 van het ontwerp in de wet van 25 ventôse jaar XI bedoelt in te voegen, zou het gevaar voor verkeerde interpretatie ondervangen worden als bepaald werd, dat het gaat om de "jaarlijkse" bruto-inkomsten van het kantoor en om de "jaarlijkse" netto-inkomsten.

\+

\+ + .../...

In het nieuwe artikel 55bis, onder artikel 8 van het ontwerp, zou het juister zijn te schrijven : "en een deskundige gekozen uit de deskundigen die aangewezen zijn ...".

\+

\+ +

Onder artikel 10 leze men het nieuwe artikel 55quater als volgt :

"Artikel 55quater. Hij die de schatting betwist, moet binnen vijftien dagen, te rekenen van de dag van de kennisgeving door de procureur des Konings, de andere betrokken partij oproepen voor de rechtbank van eerste aanleg van zijn woonplaats. De rechtbank doet uitspraak met staking van alle andere zaken, na verhoor van de voorzitter van de kamer van notarissen, en het openbaar ministerie in zijn advies gehoord.

Heeft de voorzitter van de kamer van notarissen deel uitgemaakt van het college dat de schatting heeft opgemaakt, dan wordt hij op de terechtzitting vervangen door het lid van de kamer dat hem in geval van verhindering vervangt".

\+

\+ +

In het nieuwe artikel 55quinquies, onder artikel 11, beantwoordt de tekst van het eerste lid, die zegt dat de overnemingssom betaalbaar is in vijftien annuïteiten, niet aan de bedoeling van de Regering, zoals de memorie van toelichting ze formuleert, namelijk : "De overnemingssom zou alleen mogen worden vastgesteld in annuïteiten,

waarvan het aantal niet kleiner mag zijn dan vijftien".

Ook het tweede lid zegt dan niet geheel wat de Regering bedoelt, want het maakt terugvordering mogelijk ingeval partijen meer dan vijftien annuïteiten mochten hebben bedongen.

Anderzijds is het wel verstaan dat de overnemingssom die is, welke de opvolger van de notaris verschuldigd is, ongeacht de wijze waarop die som is bepaald.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld, het eerste lid als volgt te lezen :

"De overnemingssom wordt bepaald in annuïteiten, ten minste vijftien, vastgesteld overeenkomstig de wettelijke rentevoet".

\+

\+ \+

Onder artikel 12 beginne men het nieuwe artikel 55sexies als volgt : "Behalve wanneer een plaats wordt afgeschaft zoals bedoeld in de artikelen 56 tot 59, ...".

Ziet de Regering de afzetting van de veroordeelde notaris als een noodzakelijk gevolg van de in hetzelfde artikel 55sexies, tweede lid, bedoelde veroordeling, en niet als bijkomende straf die bij de hoofdveroordeling wordt gevoegd en evenals deze kan worden kwijtgescholden door uitoefening van het gratierecht, dan dient de tekst als volgt te worden gelezen :

.../...

"De veroordeling brengt van rechtswege afzetting van de veroordeelde notaris mede".

\+

\+ +

Ter wille van de algemene overeenstemming leze men de artikelen 16 en 17 als volgt :

"Artikel 16.-

In artikel 33 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 213 van 13 december 1935, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt door de volgende bepaling vervangen :"... (zoals in het ontwerp) ...";

2° het artikel wordt met de volgende bepaling aangevuld : "... (zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 17.-

In artikel 34 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 213 van 13 december 1935, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "niet langer dan drie maanden" vervangen door "niet langer dan één maand";

2° in het derde lid worden de woorden "20.000 frank" vervangen door "50.000 frank" ;

3° het artikel wordt met de volgende bepaling aangevuld: ... (zoals in het ontwerp) ...".

\+

\+ +

Aan het slot van het nieuwe artikel 34ter, onder artikel 19 van het ontwerp, leze men "bedoeld in het tweede lid".

\+

\+ +

Artikel 20 moet vervallen. Er is geen reden om de artikelen 63 tot 67 van de wet van 25 ventôse jaar XI op te heffen. Dit waren voorlopige bepalingen, die sedert lang geen uitwerking meer hebben en bovendien door de nieuwe van artikel 21 vervangen zijn.

\+

\+ +

.../...

Artikel 21 voegt op de plaats van de artikelen 63 tot 67 van de wet van 25 ventôse jaar XI, onder een titel IIbis, bepalingen in betreffende de plaatsvervanging van notarissen. Zonder enig nut wordt daarmee van titel III, waaronder geen bepaling meer zal staan, alleen het opschrift behouden.

Over de wijze waarop het ontwerp de plaatsvervanging van notarissen regelt, zijn enige opmerkingen medegedeeld aan de gemachtigde ambtenaar; de hierna voorgestelde tekst is in overleg met hem opgesteld.

"Artikel 21.- (1)

Titel III en de artikelen 63 tot 67 van dezelfde wet worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Titel III.- Plaatsvervanging van notarissen.

Artikel 63. § 1. De Minister van Justitie kan voor iedere notaris die erom verzoekt, een plaatsvervanger aanwijzen.

De aanwijzing heeft plaats op de voordracht van de betrokken notaris en voor een vernieuwbare termijn van vijf jaar, uit de ere-notarissen of licentiaten in het notariaat van Belgische nationaliteit die aan de stageverplichtingen hebben voldaan.

§ 2. De overeenkomstig § 1 aangewezen plaatsvervanger oefent het notarisambt slechts uit telkens als de Minister van Justitie hem daartoe machtigt en voor de door deze bepaalde termijn.

.../...

(1) Er zal worden voorgesteld het weg te laten artikel 20 door een nieuwe bepaling te vervangen. Wordt op dat voorstel ingegaan, dan behoudt artikel 21 van het ontwerp zijn nummer.

De machtiging wordt alleen verleend wanneer de te vervangen notaris vermoedelijk gedurende ten minste twee maanden zijn ambt onmogelijk zal kunnen uitoefenen.

§ 3. De vervangen notaris blijft ten aanzien van derden hoofdelijk aansprakelijk voor het beheer van zijn plaatsvervanger.

Artikel 64. De Minister van Justitie kan, ambtshalve of op verzoek van de voorzitter van de kamer van notarissen, een ere-notaris of een licentiaat in het notariaat van Belgische nationaliteit die voldaan heeft aan de stageverplichtingen, aanwijzen om een geschorste of ambtshalve met verlof gezonden notaris tijdens die schorsing of dat verlof te vervangen, of om in een vacant kantoor, tijdens de vacature, het notarisambt uit te oefenen.

Artikel 65. De krachtens artikel 63 of artikel 64 aangewezen plaatsvervanger legt de in artikel 47 voorgeschreven eed af in handen van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement waar hij zijn opdracht zal vervullen.

Artikel 66.-De krachtens artikel 63 of artikel 64 aangewezen plaatsvervanger voert de titel van plaatsvervangend notaris, gedurende de tijd dat hij het notarisambt uitoefent.

In die periode heeft hij dezelfde ambtsbevoegdheid als de notaris die hij vervangt, en gelden voor hem dezelfde verplichtingen, dezelfde onverenigbaarheden en dezelfde tuchtregeling.

.../...

Artikel 67. De Minister van Justitie kan aan de aanwijzingen, gedaan op grond van de artikelen 63 en 64, te allen tijde een einde maken.

De notaris, wie op zijn verzoek een plaatsvervanger is toegewezen, heeft het recht van de Minister van Justitie te verkrijgen, dat aan die plaatsvervanging een einde wordt gemaakt.

Artikel 67bis. De besluiten houdende aanwijzing van plaatsvervangers of machtiging tot het uitoefenen van het notarisambt en de besluiten welke aan die aanwijzingen en machtigingen een einde maken, worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

Artikel 67ter. De rechterlijke bevelen ... (zoals in het ontwerp) ...".

\+

\+ \+

Artikel 22, dat een wet en een besluitwet opheft die los staan van de wet van 25 ventôse jaar XI, moet aan het slot van het ontwerp staan en als volgt worden gelezen :

"Artikel 22.-

De wet van 7 september 1939 betreffende de plaatsvervanging van notarissen in oorlogstijd, gewijzigd bij de besluitwet van 15 maart 1945, wordt opgeheven".

.../...

Op de plaats van dit artikel zou in het ontwerp een bepaling moeten worden ingevoegd tot schrapping van de vermelding van de artikelen 64, 65, 66 en 67 in artikel 68 van de wet van 25 ventôse jaar XI. Die bepaling leze men als volgt :

"Artikel 22.-

In artikel 68 van dezelfde wet wordt de vermelding van de artikelen 64, 65, 66 en 67 geschrapt".

+

+ +

Bij de artikelen 23 tot 25 is een algemene opmerking te maken. Ze wijzigen het besluit van 2 nivôse jaar XII, dit is een handeling van de uitvoerende macht, die ter uitvoering van artikel 50 van de wet van 25 ventôse jaar XI vastgesteld is en door de Koning kan worden gewijzigd.

Als de wetgever het zelf gaat wijzigen, kan in de toekomst onzekerheid ontstaan over de aard van dat besluit. Het optreden van de wetgever zou kunnen worden uitgelegd als een uiting van zijn wil om artikel 50 van de wet van 25 ventôse jaar XI stilzwijgend op te heffen en de in het besluit van 2 nivôse jaar XII behandelde materie voortaan zelf te regelen, of nog van zijn wil om alleen aan de door hem goedgekeurde bepalingen kracht van wet te verlenen, in welk geval het besluit een gemengd, namelijk deels wettelijk, deels verordenend karakter zou krijgen, hetgeen verwarrend zou werken en dus onzekerheid scheppen.

.../...

Normaal staat het aan de wetgever, een materie als die van het besluit van 2 nivôse jaar XII te regelen. Om al die redenen blijkt het dus wenselijk dat geheel aan hem over te laten. De Raad van State stelt dan ook voor, het ontwerp na artikel 25 aan te vullen met de bepaling : "Het besluit van 2 nivôse jaar XII, zoals het naderhand is gewijzigd, kan alleen nog bij de wet worden gewijzigd".

Wordt op deze wenk ingegaan, dan moet artikel 50 van de wet van 25 ventôse jaar XI opgeheven en het opschrift van afdeling III, dat er boven staat, gewijzigd worden. Het daartoe te redigeren artikel kan in de plaats komen van artikel 20, dat de Raad voorgesteld heeft te schrappen.

+

In plaats van alleen maar artikel 11 van het besluit van 2 nivôse jaar XII te vervangen en een artikel 12bis in te voegen, zou het beter zijn de nieuwe samen met de ongewijzigd gebleven bepalingen van de artikelen 10 en 12 overzichtelijker en logischer te ordenen. Te dien einde wordt voorgesteld, artikel 10 aan te vullen en de artikelen 11 en 12 als volgt te vervangen :

"Artikel 23.-

Artikel 10 van het besluit van 2 nivôse jaar XII wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Indien de kamer bij volstrekte meerderheid van stemmen oordeelt, dat het geval een zwaardere straf dan de in het eerste lid bedoelde sancties wettigt, geeft zij haar mening te kennen bij wege van gewoon advies".

.../...

Artikel 24.-

De artikelen 11 en 12 van hetzelfde besluit worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 11. In het geval van artikel 10, tweede lid, wordt het advies neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg ; een uitgifte ervan wordt bezorgd aan de procureur des Konings, die het gebruikt zoals de wet voorschrijft.

Artikel 12. Wanneer ten laste van een notaris ... (zoals in artikel 24 van het ontwerp) ...".

\+

\+ +

Wordt ingegaan op het hiervoren gedane voorstel om aan het besluit van 2 nivôse jaar XII een wettelijk karakter te verlenen, dan worden de artikelen 23 en 24 van dat besluit overbodig. In dat geval kunnen de artikelen 23bis tot 23 septies, onder artikel 25 van het ontwerp, tot 23-28 vernummerd worden.

De inleidende volzin van artikel 25 van het ontwerp zou dan als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 25.-

De artikelen 23 en 24 van hetzelfde besluit worden door de volgende bepalingen vervangen, onder het opschrift:

"Nationale kamer van notarissen .

Artikel 23. ...".

.../...

In verband met artikel 23ter (dat 24 zou worden), heeft de gemachtigde ambtenaar ermede ingestemd dat :

- de tekst onder 1° en 2°, alsook de woorden "of verordeningen" onder 5° worden geschrapt ;

- de tekst onder 7° wordt aangevuld met de woorden "dat iedere arrondissementskamer moet betalen";

- onder 8° het woord "reglement" wordt vervangen door "huishoudelijk reglement".

In het eerste lid van artikel 23sexies (dat 27 zou worden) voege men, om verkeerde interpretatie te voorkomen, de woorden "van de Nationale Kamer toekomen" in, na "de aanbevelingen".

Het tweede lid van hetzelfde artikel zou als volgt moeten beginnen : "Onverminderd de tuchtvordering, indien daartoe grond bestaat, regelt het comité door verzoening ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN,

Ch.VAN REEPINGHEN, assesseurs de la section de législation,
P. DE VISSCHER,

G. DE LEUZE, greffier adjoint,

De kamer was samengesteld uit

De heren : eerste voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s). J. SUETENS.